



RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA CONFÉRENCE

L'eau est source de vie et à l'origine de tout développement économique et sociétal. Tout ce qui a trait à l'eau est ainsi éminemment politique. Or, le changement climatique, le développement des économies, l'exode rural et la croissance démographique constituent autant de pressions croissantes sur les ressources en eau du monde entier. Alors que plus de 90% de la population mondiale vit dans un pays partageant ses ressources en eau avec d'autres, une majorité au sein des intervenants s'est dégagée et appelle :

les Etats :

- à consacrer le droit à l'eau et à l'assainissement comme droit humain universel, en droit et en fait, au même titre que la santé, l'alimentation ou l'éducation,
- à maintenir l'objectif des 0,7% du PIB consacrés à l'Aide publique au développement malgré la crise financière,
- à étudier la création de mécanismes de financement innovants, notamment une taxe applicable au transport maritime des marchandises pour l'accès à l'eau et à l'assainissement,
- à ratifier la Convention des Nations unies sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation,
- à sensibiliser les populations et l'ensemble des acteurs de la société aux enjeux liés à l'eau et aux ressources partagées, notamment dans les cadres scolaire et universitaire,

les bailleurs de fonds :

- à développer des dispositifs institutionnels et juridiques favorisant la coopération entre Etats dans le domaine des eaux partagées,
- à soutenir la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), notamment à travers des initiatives régionales et des organismes de bassins transfrontaliers,
- à relever les défis de l'accès à l'eau en milieux urbains, péri-urbains et ruraux en soutenant la construction d'infrastructures adaptées aux usagers,
- à soutenir le dialogue entre acteurs pour favoriser l'émergence de solutions collectivement acceptées,

les collectivités locales et territoriales :

- à engager d'urgence des politiques foncières et d'urbanisme durables qui tiennent compte du problème de l'accès à l'eau et à l'assainissement et des défis sanitaires qui en découlent.
- à promouvoir la participation des usagers de l'eau aux prises de décision,

les représentants des gouvernements et des autorités territoriales :

- à participer massivement au 5ème Forum mondial de l'eau d'Istanbul en mars 2009.